

Requête en reconnaissance en qualité de responsable LBA selon ch. 6 ss. du règlement relatif à la procédure de contrôle

Veillez observer que la première et la deuxième pages doivent être complétées par l'intermédiaire financier et les suivantes par le responsable LBA à reconnaître.

Par la présente, l'intermédiaire financier suivant:

Entreprise:
(l'intermédiaire financier)

requiert la reconnaissance de la personne suivante en qualité de responsable LBA:

Nom:
(nom et prénom)

à compter de la date suivante:

La personne mentionnée est employée chez nous depuis le [et jusqu'au (seulement en cas d'emploi de durée limitée)],

revêt à l'heure actuelle la fonction suivante:

.....

et exerce l'activité suivante:

.....

.....

Son taux d'occupation s'élève actuellement à %.

La personne mentionnée n'est **pas** employée chez nous, et est mandatée en qualité de responsable LBA et

employée auprès de l'entreprise de conseil suivante, laquelle a accepté le mandat:

.....

exerce une activité indépendante:

.....

(adresse)

Veillez mentionner ci-après les raisons de mandater un(e) responsable LBA externe, et expliquez (le cas échéant en joignant les annexes correspondantes) comment la collaboration entre l'intermédiaire financier et la / le responsable LBA externe se déroulera.

.....

Nous confirmons en outre que:

1. la personne citée présente les aptitudes pour cette tâche tant au plan personnel qu'au plan professionnel;
2. les ressources requises en vue d'un accomplissement correct de ces tâches sont à la disposition de la personne citée;
3. les compétences nécessaires à la prise en charge correcte de la fonction en qualité de responsable LBA sont conférées à la personne citée;
4. la personne mentionnée est intégrée dans l'organisation de telle manière qu'elle ne contrôle pas de relations d'affaires dont elle est commercialement responsable, directement et seule; et que
5. la personne mentionnée n'est soumise ni directement, ni indirectement à une personne qu'elle est tenue de surveiller, dans la mesure où cela est possible compte tenu de la taille de l'entreprise.

Les documents suivants sont à joindre à la présente requête:

- organigramme;
- déclaration d'acceptation de la / du responsable LBA avec annexes.

.....
 (lieu)

.....
 (date)

.....
 (nom, prénom du signataire)

.....
 (signature)

.....
 (nom, prénom du signataire)

.....
 (signature)

Veillez observer que cette page doit être signée par deux titulaires du droit de signature collective ou par un titulaire du droit de signature individuelle de l'intermédiaire financier.

Déclaration d'acceptation pour responsable LBA

Annexe à la requête d'affiliation (ou à joindre ultérieurement)

Je confirme par la présente vouloir prendre en charge la fonction de responsable LBA auprès de l'entreprise indiquée ci-après dès le (date).

Raison sociale:
(l'intermédiaire financier)

Données personnelles

Nom:
(nom, prénom)

Lieu d'origine:
(si étranger ou étrangère, indiquer la nationalité)

Adresse:
(adresse, NPA, localité, pays)

Date de naissance:
(jour, mois, année)

Numéro de téléphone:
(Commercial) (Mobile)

e-mail:

Je confirme en outre:

1. avoir reçu le règlement d'autorégulation de l'OAR/ASSL («RAR») ainsi que les autres règlements, en particulier le règlement relatif à la procédure de contrôle, et pris connaissance des tâches et responsabilités d'une / d'un responsable LBA;
2. satisfaire, du point de vue personnel et professionnel, aux exigences posées à la / au responsable LBA pour l'intermédiaire financier précité, et présenter toutes garanties d'accomplir ces tâches en conformité avec les obligations;
3. m'engager à communiquer sans délai à l'OAR/ASSL tout constat d'infraction à la loi sur le blanchiment d'argent ou aux règlements et instructions de l'OAR/ASSL, et à procéder aux communications requises au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS);
4. m'engager à informer sans délai l'OAR/ASSL de la résiliation de mon contrat de travail ou de mon rapport de mandat avec l'intermédiaire financier précité;
5. être prêt(e) à suivre, en permanence, une formation et une formation continue dans le domaine de la loi sur le blanchiment d'argent ainsi que les cours correspondants de l'OAR/ASSL;
6. régler ma suppléance en cas d'absences en veillant à instruire et accompagner dûment mon (ma) suppléant(e);

7. m'engager à mettre sur pied, le cas échéant, d'autres bureaux de coordination dans des filiales en veillant à les instruire et à les accompagner dûment.

Je déclare, par la présente, ne faire l'objet d'aucune procédure pénale, administrative ou de surveillance en cours.

Je m'engage à annoncer immédiatement à l'OAR/ASSL toute modification de la situation susmentionnée.

J'ai pris connaissance et accepte qu'au besoin l'OAR/ASSL divulgue des données concernant ma personne à des tiers, en particulier à ses organes ainsi qu'à ses collaboratrices et collaborateurs, et les traite aux fins d'exécution de son devoir de surveillance. Dans la mesure où cela est requis pour l'exercice de l'activité de l'OAR/ASSL, celle-ci, respectivement ses organes ainsi que ses collaboratrices et collaborateurs, sont habilités à rendre ces données accessibles également à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA ou au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS). Je m'engage à soutenir l'OAR/ASSL lors de l'obtention auprès de tiers d'informations en rapport avec mon activité de responsable LBA, et à délier ces tiers si nécessaire d'éventuels secrets de fonction, professionnel ou d'affaires.

Les documents suivants sont à joindre à la présente déclaration d'acceptation, à moins qu'ils n'aient déjà été soumis en relation avec une autre déclaration:

- passeport ou carte d'identité (copie datée et signée par la / le titulaire);
- curriculum vitae (avec signature manuscrite);
- diplômes et certificats d'aptitudes professionnelles les plus actuels et les plus importants pour l'exercice de la profession (simple copie);
- au moins 1 certificat d'un ancien employeur si la durée de l'emploi auprès de l'intermédiaire financier n'a pas encore atteint 3 mois (simple copie);
- extrait du casier judiciaire central (en original, datant de six mois au plus, en cas de déménagement récent de l'étranger, il y a lieu en outre de joindre un extrait du casier judiciaire étranger).

Lieu: Date:

Signature: